

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la lutte contre l'antisémitisme, à Paris le 23 février 2015.

Monsieur le Président de l'Assemblée nationale,  
Monsieur le Premier ministre,  
Mesdames, Messieurs les ministres,  
Mesdames, Messieurs les parlementaires,  
Madame la maire de Paris,  
Mesdames, Messieurs les ambassadeurs,  
Monsieur le Président du CRIF,  
Mesdames, Messieurs,

C'est le trentième dîner annuel du CRIF et il me donne l'occasion de répondre une fois encore à vos inquiétudes et de justifier, Monsieur le Président, la confiance que vous portez malgré les épreuves, dans la République.

La nation sait ce que les Français juifs ont subi et ce qu'ils ont donné à leur pays mais aussi ce que ces citoyens vivent hélas encore aujourd'hui, dans la peur, dans l'interrogation. Et c'est le sens de ma présence ici, devant vous, ce soir.

Je vous retrouve dans un contexte exceptionnel. 2015, c'est le 70<sup>e</sup> anniversaire de la libération des camps. Le 27 janvier dernier, j'étais avec plusieurs d'entre vous à Auschwitz. J'y ai vu les derniers survivants. Ils m'ont interrogé avec leurs yeux sur ce qui venait de se produire en France les 7, 8 et 9 janvier : un attentat contre la liberté, un assassinat contre la République, une tuerie contre des juifs.

Mais dans cette foule et même dans la pénombre, j'ai décelé aussi une lumière, quand ils m'ont parlé des manifestations du 11 janvier, de la levée en masse pour la fraternité, de la présence aussi de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement venus de tous les continents pour exprimer leur solidarité à l'égard de la France et leur indignation face à l'effroi. J'ai pu imaginer leur espoir dans un sursaut, mais aussi leur crainte d'une répétition, ici ou ailleurs, des mêmes drames.

Et quelques jours après, au Danemark, à Copenhague, la haine frappait encore avec une reproduction des intentions et des cibles : un cinéaste, des policiers, des juifs. A Paris comme à Copenhague, les terroristes n'ont pas frappé au hasard. Ils ont choisi leurs victimes et adressé le même message, celui de la guerre, de la guerre qui effraie, de la guerre qui tue, de la guerre qui divise, de la guerre qui cherche à détruire les fondements mêmes du vivre ensemble. Et parmi les premières victimes, il y a toujours des juifs.

70 ans après la Shoah, l'antisémitisme est toujours là. Il est comme une lèpre qui revient quand les civilisations s'en croient délivrées. Que peuvent en effet éprouver les enfants juifs de notre pays en 2015 quand ils voient qu'après une histoire faite de persécutions et de malheurs, les juifs sont encore pourchassés par la haine ? Ils ressentent cette même impression qu'avait exprimée Albert COHEN en 1905 à Marseille : il avait dix ans, et il venait de voir sur un mur de sa ville, écrit « mort aux juifs ». Alors bien plus tard, il avait confié ses sentiments : « Le savoir à dix ans, c'est trop tôt. Toujours juif, jamais aimé. Et mon héritaire errance avait commencé ». En 2015, cette errance n'est toujours pas terminée.

L'antisémitisme n'a pas de limite. Il s'enveloppe dans des mots, il s'habille de la haine, il se couvre de prétextes, il se drape dans la revanche mais il poursuit inlassablement les vivants et les morts. Il va jusqu'à aller dans les cimetières pour aller tourmenter les mémoires.

morts. Il va jusque dans les cimetières pour aller tourmenter les mémoires.

J'étais également la semaine dernière à Sarre-Union, dans ce cimetière dévasté par de jeunes lycéens, « Français de souche », comme on dit, ignorants au point de ne pas avoir vu les écritures en hébreu dans ce cimetière, inconscients pour ne pas avoir remarqué les étoiles de David, mais à ce point intolérants pour renverser le monument dédié aux victimes de la Shoah. Ce lieu de Sarre-Union, ce cimetière, avait déjà été mis à sac trois fois ces dernières années mais jamais avec cette intensité, jamais avec cette brutalité, jamais avec cette indignité. Et c'était juste après les assassinats de Copenhague, juste après les attentats dans l'Hyper Cacher de la porte de Vincennes.

L'antisémitisme -et notamment en France- a à la fois des racines très anciennes qui plongent dans toute l'histoire de l'extrême-droite française sans s'en être véritablement affranchies, et une source plus récente, qui est la haine d'Israël. Loin de s'exclure, ces deux formes de détestation des juifs se recourent et se renforcent. L'antisémitisme, avec ses vieilles obsessions et ses nouveaux fantasmes, frappe donc encore aujourd'hui notre pays et bien plus loin que notre pays, l'Europe.

En 2014, on a recensé 851 actes, injures, violences aux personnes, dégradations ou destructions dirigées contre des juifs 1,5 fois plus qu'en 2013, dix fois plus qu'avant 2000. Chacun de ces faits est une blessure infligée à la France. Et encore, dans ce décompte qui n'est pas qu'une sécheresse statistique, ne figure pas le sentiment d'angoisse, d'incompréhension, de désespoir qui parfois étreint tant de nos compatriotes. J'entends cette douleur. Elle n'a rien d'abstrait, elle est physique. C'est l'inquiétude des parents qui amènent leurs enfants à l'école, c'est celle de la famille qui se rend à la synagogue, c'est celle du jeune homme qui prend le métro avec une kippa sur la tête, c'est celle des clients des commerces cacher, des librairies juives, des centres culturels du judaïsme français. Voilà ce qui est ressenti et donc partagé par nous-mêmes, partagé par tous ceux qui croient en la République et en la France.

Il n'y a pas d'antisémitisme ordinaire. Tous les ennemis des juifs sont les ennemis de la liberté. L'histoire nous l'a encore appris. Ils sont souvent les premiers à être frappés par des fléaux qui nous toucheront tous à notre tour si nous n'y mettons fin. Et c'est pourquoi en protégeant les juifs, la République se défend aussi par rapport à elle-même.

L'antisémitisme, la France ne l'accepte pas. Elle le combat et je le dis ici, le combattra sans faiblesse. C'est le sens du plan que le Premier ministre Manuel VALLS, au nom du gouvernement, va présenter dans les prochains jours contre le racisme et l'antisémitisme. Ce plan sera aussi complet que concret.

D'abord il visera à protéger. C'est à l'Etat qu'incombe cette responsabilité. Il mettra donc tout en œuvre pour prévenir, dissuader, agir. Et à mon tour, je veux rendre hommage aux policiers, aux gendarmes, aux soldats. Ce sont eux qui ont porté l'assaut courageux, périlleux, pour sauver les otages. Ce sont eux qui ont neutralisé les terroristes 1,5 ce sont eux encore qui sont là jour et nuit pour veiller sur leurs compatriotes ou sur les lieux de culte. Alors je leur exprime la gratitude de la nation.

Et depuis le mois de janvier, dix mille soldats ont été déployés devant les synagogues comme d'ailleurs devant les mosquées, devant les écoles, devant les bâtiments qui pourraient être menacés. Je vous l'annonce ici : ce plan restera à ce niveau tant qu'il sera nécessaire, tant qu'il y aura des demandes. Je sais bien ce que vous éprouvez. Faut-il en ce 21<sup>e</sup> siècle encore des soldats pour protéger des lieux de culte, pour protéger des écoles ou des centres culturels ? Je sais bien ce que vous ressentez et que nous ressentons tous. Comment en est-on arrivé là ? Comment a-t-on pu glisser au point où maintenant c'est l'armée qui vient porter renfort et secours ? Et pourtant, si nous ne le faisons pas, vous seriez les premiers -à juste raison- à dire que nous ne mettons pas tout en place pour protéger nos concitoyens. Et une fois encore, je veux affirmer ici que c'est en vous protégeant que nous nous protégeons. Et c'est aussi une joie, même dans ce moment troublé, que j'éprouve quand je vois des mères apporter des compléments alimentaires à nos soldats, quand je vois des jeunes dire leur respect pour la police, quand je vois aussi toutes les forces politiques, démocratiques, réunies pour saluer effectivement ce qu'est la sécurité publique. Oui, dans ces épreuves, nous nous élevons tous au-dessus de nos

propres conditions.

Protéger, c'est aussi empêcher que de nouveaux attentats soient commis. La France a déjà présenté un arsenal anti-terroriste important, avec plusieurs lois votées. La dernière, c'est celle du 13 novembre 2014. Nous y avons ajouté des mesures supplémentaires annoncées par le Premier ministre le 21 janvier pour détecter la radicalisation, pour surveiller encore davantage les réseaux terroristes et pour mettre hors d'état de nuire ceux qui reviennent des zones de conflits, tout en empêchant certains de partir pour les rejoindre.

Un projet de loi sur le renseignement sera présenté le 19 mars en conseil des ministres. Il a été préparé dans une large consultation et concertation avec toutes les familles politiques. Il fait d'ores et déjà l'objet d'un large consensus et il élèvera le niveau de nos moyens d'intervention sans remettre en cause nos libertés. Pour être efficaces, nous devons aussi agir au niveau européen. Depuis trop de mois, il y a au Parlement européen une discussion qui s'éternise sur ce qu'on appelle le PNR, c'est-à-dire tout simplement un programme qui doit permettre de contrôler les passagers aériens qui se rendent dans des zones jugées dangereuses. Il a fallu qu'il y ait ces épreuves, celles que nous avons connues, pour que le Conseil européen et le Parlement européen conjuguent leurs efforts pour que ce programme puisse être enfin voté et il sera appliqué d'ici la fin de l'année.

C'était indispensable parce que nous ne lutterons pas contre le terrorisme à l'abri de nos frontières, ce serait trop simple. J'entends certains dire qu'il faudrait supprimer Schengen & mais pour faire quoi ? Pour mettre des barbelés autour de nos frontières à l'égard de l'Allemagne ? Non, il faut sans doute compléter Schengen, modifier Schengen mais nous ne pourrions pas faire moins d'Europe si nous voulons être efficaces contre le terrorisme. Il faudra une fois encore faire plus d'Europe pour que nous puissions coordonner nos efforts, simplifier nos procédures, harmoniser notre droit et être efficaces. La réponse, elle n'est pas nationale, elle est européenne, elle est même internationale.

Mais il y a aussi ce qui relève de notre propre responsabilité. Punir, c'est l'affaire de la justice. Pour citer un homme qui fait honneur à la France, Robert BADINTER : « L'Etat de droit, ce n'est pas l'Etat de faiblesse ». Nous allons donc renforcer tous les outils du droit pour qu'aucun propos, aucun acte antisémite ne demeure sans réponse. Cela veut dire des sanctions plus rapides et plus efficaces. Et c'est la raison pour laquelle j'ai souhaité que toutes les paroles, tous les écrits de haine, qu'ils soient antisémites, racistes, homophobes, ne relèvent plus du droit de la presse mais du droit pénal, avec des peines adaptées, dissuasives, éducatives. J'ai également souhaité que soit généralisé le caractère aggravant du racisme et de l'antisémitisme lors de la commission de délits de droit commun. Pour être efficace, la sanction doit être visible. Et les victimes d'antisémitisme et de racisme connaîtront toutes les suites judiciaires qui auront été données - ou qui n'auront pas été données, aux procédures engagées. C'est une bonne façon aussi de faire en sorte que la justice puisse aller jusqu'au bout.

Nous devons pourchasser la haine partout, partout où elle se diffuse, partout où elle peut trouver un abri protecteur, et notamment sur internet vous avez évoqué cette question, Monsieur le Président. La haine, quand elle est anonyme, elle se démultiplie. Quand elle est cachée, elle finit par se révéler pour ce qu'elle est et il n'y a pas de haine virtuelle dès lors qu'elle se répand. Aussi vais-je être simple : le monde numérique n'est pas hors de notre réalité et ne pourra donc pas être hors de notre légalité. Les grands opérateurs doivent être mis devant leurs responsabilités. Quand des sites de partage de vidéos en ligne diffusent des harangues antisémites, quand en un clic sur un moteur de recherche, on trouve des pages et des pages où se déploie impunément le négationnisme, alors l'indifférence devient complicité. Et si vraiment les grands groupes d'internet ne veulent pas être les complices du mal, ils doivent participer à la régulation du numérique. Puisque nous sommes parvenus à éliminer la circulation d'images pédopornographiques sur les réseaux, alors nous devons agir de la même manière contre ceux qui font l'apologie du racisme, de l'antisémitisme et du négationnisme. Et c'est pourquoi je soutiens l'appel international que l'Union des anciens déportés et l'Union des étudiants juifs de France ont lancé le 27 janvier dernier aux géants d'internet contre le négationnisme.

Le ministre de l'Intérieur, Bernard CAZENEUVE, revient d'un déplacement dans le Silicon Valley. Ce n'était pas pour mesurer les effets de la French tech qui sont pourtant bien réels, ni les succès de nos entreprises qui sont considérables, ni le sens de l'innovation de beaucoup de jeunes start-up françaises, non. Il y est allé pour rencontrer les dirigeants de Google, Facebook, Apple et Twitter. Et, comme nous sommes un grand pays hospitalier, il les a invités à venir à Paris dès le mois d'avril afin de conclure un accord sur le retrait des contenus illicites et de permettre une coopération avec la plateforme Pharos de signalement, qui sera elle-même renforcée en personnels et en matériel. Nous fixerons donc un cahier des charges clair et précis avec les dirigeants de ces géants de l'Internet et devant je vous l'assure nous contrôlerons son application. Le plan de lutte contre le racisme et l'antisémitisme donnera une large place à l'école, parce que c'est sa mission de transmettre les savoirs essentiels, mais aussi de fabriquer des esprits éclairés capables de raisonner, de distinguer une information d'une rumeur, de respecter aussi et de faire respecter les règles de vie dans une société fondée sur la laïcité. C'est un devoir pour l'enseignant, mais c'est une tâche difficile et comment faire la distinction entre ce qui est vrai et ce qui ne l'est pas ? Ce qui est dit par le maître mais contredit par les réseaux sociaux ? Qu'est-ce qui justifie de croire ou de ne pas croire ce que dit l'enseignant quand pour l'essentiel des fausses informations circulent sur d'autres réseaux ? Comment assurer l'autorité du maître quand elle est sans cesse contestée, y compris par des parents qui veulent donner une autre idéologie à leurs enfants ou parfois les laissent à l'abandon ?

C'est une tâche difficile, mais essentielle, que la ministre a voulu, une fois encore, souligner. Et c'est parce que précisément il y a eu des incidents lors de cette minute de recueillement, que nous devons encore davantage parler, transmettre, éduquer, former. Ce sera le sens de la semaine de lutte contre le racisme et l'antisémitisme à l'école, que la ministre a rétabli cette année du 16 au 21 mars. Ce sera, également, l'engagement qui a été pris et qui sera respecté, de porter les enseignements de morale civique et ils débiteront en septembre prochain dans toutes les classes, du CP jusqu'à la Terminale. Ils permettront ainsi de proposer un véritable parcours républicain pour toute une classe d'âges. De même, nous ferons en sorte de développer autant qu'il sera possible le service civique pour qu'il soit proposé à tous les jeunes, je dis bien tous les jeunes de France, pour qu'ils puissent donner le meilleur d'eux-mêmes, au service de la collectivité et d'eux-mêmes.

Nous ferons aussi en sorte que la réserve citoyenne, c'est-à-dire ce que peuvent faire tous les adultes avec leur expérience professionnelle, que cette réserve citoyenne soit mobilisée pour l'éducation, pour la santé, pour la culture et d'une certaine façon, je m'adresse à vous, parce que vous êtes également, partie prenante de cette mobilisation.

Enfin, je n'oublie pas l'importance de la transmission. Car une société qui ignore son passé se condamne à le revivre, il faut donc enseigner toute l'histoire, pas une partie de l'histoire, pas l'histoire qui ne nous pose pas de problème, pas l'histoire qui simplement salue les faits de gloire, mais aussi celle qui rappelle les zones d'ombres. Toute l'histoire, à tous les enfants, dans tous les établissements. Ne pas enseigner la Shoah ce serait déjà la nier. Et c'est le sens du beau film « Les Héritiers » auquel vous venez de remettre, ce soir, le prix du CRIF, comme le très poignant film sur le calvaire d'Ilan HALIMI « 24 jours ». Deux films pour lutter contre l'oubli.

Vous avez également remis un troisième prix, à un jeune homme Lassana BATHILY, au comportement exemplaire, exemplaire pendant la prise d'otages, exemplaire après la prise d'otages, exemplaire dans les mots et les actes. Oui, nous sommes fiers que Lassana BATHILY soit un citoyen français.

La France a une mission particulièrement lourde à relever, elle doit tout faire pour lutter contre les préjugés, réprimer la haine, la punir, être fidèle à l'esprit du 11 janvier, être capable de mobiliser toutes ses forces, pour nous grandir tous ensemble.

La France a aussi une responsabilité parce qu'elle est la France. Je me suis posé cette question, pourquoi nous avons été aussi nombreux le 11 janvier dans les rues, non seulement de Paris, mais dans toutes les villes et les villages de France ? Pourquoi y a-t-il eu autant de chefs d'Etat et de chefs de gouvernement, à venir pour cette manifestation alors même que, si l'épreuve avait été particulièrement lourde, il y a aussi bien d'autres pays qui sont français, y compris en ce

été particulièrement lourde, il y a aussi bien d'autres pays qui sont frappés, y compris en ce moment ? S'il y a eu cette mobilisation, s'il y a eu cette ferveur républicaine, c'est parce que nous sommes la France, c'est parce que nous sommes regardés comme la France.

Alors ce qui fait notre responsabilité, c'est de lutter contre la haine, d'où qu'elle vienne et sans distinguer qui elle peut frapper. Ce qui doit faire notre force, c'est le rassemblement autour de nos valeurs, c'est l'unité autour de ce que nous représentons aux yeux du monde. C'est la solidarité entre nous, et rien ne doit pouvoir nous séparer, nous diviser et nous opposer.

Nommer les choses, oui, mais en même temps unir les gens, c'est la responsabilité que nous avons. Je rappelle que les actes antimusulmans ont, en janvier, atteint un chiffre équivalent à celui de la totalité des faits survenus en 2014. Et que les musulmans sont, dans le monde, les premières victimes du terrorisme islamiste, du djihadisme, que ce soit au Moyen Orient ou en Afrique, car l'enjeu est mondial. Le terrorisme utilise les désordres, les trafics et la faiblesse des Etats pour organiser une armée, pour occuper des territoires, pour proclamer des pseudos califats.

Et nous payons le prix de conflits interminables, d'interventions ratées, de pusillanimité inacceptable face à l'horreur. Mais les choses, hélas, ont changé, ce qui était dispersé, ce qui était disloqué a trouvé aujourd'hui, un drapeau, celui de Daesh, celui de l'Etat islamique. Ce groupe qui s'en prend à tout individu qui ne pense pas comme lui, ce qui fait beaucoup de monde, des millions de gens. Ce groupe qui massacre tous ceux qui lui résistent, musulmans, chrétiens, et tous ceux qui, à un moment, veulent tout simplement être libre. La responsabilité de la France est là, aussi, au plan international, elle est politique car il s'agit de résoudre les crises, de chercher les transitions démocratiques, d'offrir des perspectives de développement.

Il y a un cas aujourd'hui, qui nous mobilise sur le plan politique, c'est ce que nous faisons pour la Lybie, parce que le risque si nous ne trouvons pas une solution politique, c'est qu'il y ait là, encore, un Etat qui sera entièrement dans les mains des terroristes islamistes. La réponse, elle peut être aussi militaire, ce fut le cas au Mali en 2013, quand nous avons évité que les terroristes puissent occuper, tout simplement, un Etat dans sa totalité.

Nous sommes encore présents au Sahel avec l'opération Barkhane, où il s'agit de contenir d'autres groupes terroristes, souvent les mêmes, notamment Boko Haram. Nous aidons, là encore, à la constitution d'une force interafricaine. Et puis il y a le Moyen Orient, la France apporte son soutien aux forces irakiennes, Kurdes qui sont engagées en première ligne contre Daesh. En Syrie, malgré toutes les difficultés, nous continuons à soutenir ce qui reste, je dis bien ce qui reste, de l'opposition démocratique que nous avons laissé tellement à l'abandon, même quand le pire avait été commis avec l'utilisation des armes chimiques.

Mais en même temps la France ne peut pas s'engager partout, elle est appelée par beaucoup de pays, puisque nous sommes parfois les seuls à nous mobiliser. On va chercher la France, mais il revient à la communauté internationale de prendre aussi, ses responsabilités et à l'Europe de bien comprendre que sa défense ne s'arrête pas aux portes de l'Ukraine, même si là aussi nous devons agir.

Alors il va falloir lancer des initiatives et si elles ne viennent pas, ces initiatives, le pire n'est pas seulement possible, il est certain. C'est aussi en pensant à ce risque que je veux évoquer l'interminable conflit israélo-palestinien, et je sais combien il est douloureux pour les Juifs du monde entier, que tant de liens rattachent depuis si longtemps à l'Etat d'Israël, au rêve dont il est issu.

Nous sommes depuis de trop nombreuses années dans une impasse, avec une absence d'horizon, et alors même que nous connaissons, et vous les avez rappelé, les paramètres pour une sortie de ce conflit, avec deux Etats vivant côte à côte, en paix et en sécurité.

La diplomatie française a donc proposé une nouvelle démarche : elle souhaite que le Conseil de sécurité des Nations Unies adopte d'abord une résolution qui fournira le cadre pour une reprise des négociations de paix. La France a également dit, qu'elle était prête à organiser une conférence internationale afin d'aller vers la paix au Proche Orient. Et en même temps, seules des négociations directes entre israéliens et palestiniens pourront y parvenir.

Il y a des élections législatives en Israël en mars, nous verrons à partir du résultat ce que nous

pouvons faire pour avancer dans cette direction, mais là aussi, que les choses soient claires, quel que soit le vainqueur, la France aura à cœur de travailler avec lui en toute confiance, en toute amitié, et en n'oubliant jamais que la paix est la meilleure garantie de la sécurité.

Mais parce que nous sommes attachés à la paix, la France a pris une position claire et ferme dans la lutte contre la prolifération nucléaire. Sur les discussions avec l'Iran, nous n'accepterons donc jamais un accord qui permettrait à ce pays d'accéder à l'arme nucléaire.

Ce n'est pas seulement la sécurité d'Israël qui nous mobilise, c'est aussi la sécurité de l'ensemble de la région, et notre propre sécurité. La prolifération nucléaire est un mal absolu, qui fait que le terrorisme prend même d'autres formes, encore plus graves que celles que nous connaissons.

Mesdames et messieurs, je veux conclure par une question que vous avez posé monsieur le président, français juifs, vous êtes chez vous ici, dans votre patrie. Cette patrie vous doit une part de votre identité sans doute, mais une part de sa propre identité. Vous êtes chez vous en France, vous lui avez tant donné. La France le sait, la France le dit, la France le montre et elle s'est levée il y a un mois pour dire non, au fanatisme et à l'antisémitisme. Les juifs sont chez eux en France, ce sont les antisémites qui n'ont pas leur place dans la République.

Cette longue histoire de France dont vous êtes pleinement héritiers et aujourd'hui acteurs, doit continuer, doit se poursuivre avec vous. Vous aimez votre pays, vous le servez de multiples façons. Votre pays, votre patrie, votre République vous doit protection et affection.

La France a besoin de vous comme elle a besoin de tous ses enfants, parce que la France veut réussir avec vous. Elle veut réussir avec tous les citoyens de France sans distinction, parce qu'elle a encore un long chemin à accomplir et elle ne le réussira qu'avec vous, ensemble.

Vive la République et vive la France.